

Les eurodéputés saluent Klaus Iohannis, défenseur de l'État de droit en Roumanie

Union européenne Ils ont encouragé le président à contrer les dérives du gouvernement.

Le président roumain, Klaus Iohannis, s'est efforcé ce mardi de présenter sa vision de l'Union au Parlement européen, à Strasbourg. Mais, malgré le fait que le pays s'appête à prendre la présidence tournante du Conseil de l'UE en janvier, le débat s'est cristallisé sur les attaques du gouvernement social-démocrate contre les valeurs européennes. Le président du Parlement européen, Antonio Tajani, a dû, en vain, rappeler que la discussion porte *"sur l'avenir de l'UE, non pas sur la situation interne en Roumanie"*, qui a déjà fait l'objet d'un âpre débat avec la Première ministre Viorica Dancila le 3 octobre.

Mais ni ce débat ni les mises en garde de la Commission européenne n'ont freiné les dérives menaçant l'État de droit en Roumanie, pressentie comme le nouveau casse-tête européen, après la Hongrie et la Pologne. M. Iohannis (centre droit), en conflit avec la gauche populiste qui dirige l'exécutif, a donc ouvert le bal, déclarant que *"les Roumains soutiennent les valeurs européennes. Ils l'ont prouvé lorsqu'il a fallu défendre l'État de droit et la démocratie"*. Sous-entendu contre le Parti social-démocrate (PSD), dont les réformes de la justice ont poussé des milliers de citoyens dans la rue.

Les sociaux-démocrates poursuivent leurs réformes

Le climat social n'est pas près de s'apaiser, à l'heure où le président, l'opposition et la société civile combattent sur tous les fronts les projets du PSD. Le 12 octobre, la Cour constitutionnelle a infligé un revers aux sociaux-démocrates, invalidant 64 de leurs 94 modifications des procédures pénales. Saisie entre autres par M. Iohannis, la Cour doit aussi se prononcer ce mercredi sur les réformes de la sanction de la corruption. Celles-ci visent par exemple à restreindre la définition de l'abus de pouvoir, au point *"de le légaliser de facto"*, selon la Commission de Venise. Dans un rapport publié lundi, l'organisme s'inquiète des réformes judiciaires roumaines et du processus *"dépourvu de transparence"* par lequel elles ont été adoptées.

Le gouvernement roumain ne démord pas. Il a adopté, le 15 oc-

tobre, une ordonnance d'urgence qui fait craindre une paralysie du Parquet national anticorruption (DNA). Désormais, les procureurs du DNA, du Bureau anti-mafia et du parquet général doivent disposer d'au moins dix ans d'ancienneté professionnelle. Cette règle s'appliquant avec effet rétroactif, au moins 80 magistrats pourraient être mutés. Parmi eux, figure la procureure chargée de l'affaire *"Tel Drum"*, dans laquelle Liviu Dragnea, maître du PSD, a été condamné en première instance à trois ans et demi de prison ferme pour abus de pouvoir.

"Nous comptons sur vous", M. Iohannis

Perçu comme un rempart contre ces dérapages, M. Iohannis a reçu des mots d'encouragement des eurodéputés, qui ont dirigé leurs critiques plutôt vers Bucarest. *"Nous comptons sur vous, le peuple roumain compte sur vous. Il a montré qu'il ne voulait pas d'un gouvernement qui de facto légalise la corruption"*, a lancé la coprésidente des Verts, Ska Keller.

"Le gouvernement roumain a franchi des lignes rouges", s'est indigné Manfred Weber, président du Parti populaire européen (PPE). Pointé pour sa mansuétude à l'égard du Hongrois Viktor Orban, le PPE tire à boulets rouges sur le PSD roumain, épine dans le pied des socialistes et démocrates européens (S&D). Ceux-ci ont averti qu'ils *"suivront de près"* les évolutions en Roumanie. *"Pour nous, les droits fondamentaux sont au cœur du projet européen"*, a insisté Josef Weidenholzer, du S&D. Il a toutefois critiqué la solidarité familiale oblige les *"protocoles secrets"* entre l'ex-DNA et les services de renseignement, que le PSD veut déclarer illégaux pour déclencher la révision de plusieurs procès.

Dans un message encore une fois adressé au gouvernement roumain, le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, a souligné que l'adhésion de la Roumanie à l'espace Schengen nécessite *"un consensus sur la lutte anticorruption"*.

Contrairement à Viorica Dancila, qui avait reçu une pluie de critiques dans l'hémicycle européen, Klaus Iohannis sort plus que jamais renforcé de ce débat. *"Je vais continuer à m'impliquer pour garantir à tous les Roumains que les valeurs européennes seront préservées"*, a-t-il promis.

Maria Udrescu